

PARDEM Info : actu, analyse, programme

Le 17 septembre 2025

PARDEM Info N°183



SUR TOUS LES FRONTS : DÉBLOQUER LA FRANCE ET SE LIBÉRER DE LA DICTATURE DE « L'ARGENT ROI »

Alors que depuis ces dernières décennies les populations occidentales étaient invitées à détourner leur regard des guerres militaires lointaines, la « guerre économique » prévalait, sans chars, ni bombes. L'Union européenne s'était drapée de la vertu de garantir la paix et la coopération, sur le sol européen. Mais l'examen des faits montre une réalité bien différente. Certes le capitalisme néolibéral a opté pour la guerre de la concurrence entre les pays tout en affaiblissant les nations, les peuples et les salariés, à coup de délocalisations et de désindustrialisations, de gel des salaires, de chômage comme mode de régulation de l'inflation, de paupérisation des services publics, de libéralisation et de privatisation, de reculs des droits sociaux entraînant l'accroissement du nombre de pauvres (plus de 10 millions en France). Mais pour autant, le capital ne s'est jamais exonéré de mener des guerres militaires. Loin des yeux, loin du cœur. À des milliers de kilomètres de l'Europe (il est intéressant de noter comment la guerre en Yougoslavie est si souvent oubliée) et des États-Unis, les guerres et leurs cortèges de morts, de blessés, de déplacés, de destructions, se sont poursuivies en même temps que la guerre économique. Elles furent présentées aux populations occidentales comme justes et utiles : menées au nom de la démocratie pour libérer des populations lointaines de la dictature et de la misère... Le bien étant toujours du côté des guerriers-sauveurs occidentaux qui s'arrogent un droit

d'ingérence au nom de la « démocratie », le mal étant lui du côté des « méchants », des autres, là-bas, ailleurs.

Du côté de l'Europe, le beau récit avait ses images et ses héros, tel un BHL (Bernard Henri Levy), chemise blanche et poitrail à l'air, soutenant les Ukrainiens qui manifestaient pour la liberté, en fait celle d'entrer dans l'Union européenne, drapeaux étoilés claquant au vent, au nom de la « Révolution orange ». Les médias, à l'unisson, saluaient cet élan démocratique, masquant ainsi la réalité d'un pays corrompu et gangréné par des organisations pro-nazies, ou encore des ONG défendant le droit d'ingérence... L'OTAN semblait une évidence, invincible et nécessaire. Les morts lointains étaient des dégâts collatéraux. Les guerres saintes pour évangéliser le monde entier et le convertir au modèle « démocratique », de préférence anglo-saxon, furent peu dénoncées et finalement tolérées. Et c'est toujours le cas. En réalité, le but est de faciliter et d'accélérer la main-mise sur les terres, les métaux, d'y établir des multinationales occidentales à moindre coût, de maintenir les populations locales dans la dépendance et la pauvreté pour mieux faire fructifier le capital des grands actionnaires et de leurs amis proches et bien sûr, conquérir des places géostratégiques.

Les peuples des pays membres de l'UE, sont pris en otage, embarqués dans les soutiens à la guerre, de leurs gouvernements qui dépensent sans compter pour financer matériels de guerre et aides financières à Zelinsky, ainsi que des milliards à l'OTAN ! (et bien 5% du PIB prévus désormais) Bref, la souveraineté populaire, arrachée à la noblesse par la Révolution française est presque devenue un truc de très vieux boomers...

Rappelons-nous que le dernier referendum sur le Traité constitutionnel européen date de 2005, repoussé par les citoyens français, a il a été violé en bande organisée par le gouvernement, les députés et sénateurs réunis en congrès, qui ont adopté le Traité de Lisbonne, donnant les pleins pouvoirs à l'Union européenne et dépouillant ainsi le parlement français d'une grande partie de ses prérogatives. 20 ans plus tard personne ne peut ignorer que le budget de la France est en réalité le budget que l'Union européenne prescrit à la France... Il faut respecter les limites définies par l'UE, il faut emprunter sur les marchés financiers puisque la France a été dépouillée de sa souveraineté monétaire, budgétaire et économique. Elle doit de plus se plier aux accords de commerce international signés par l'UE, etc. Ni l'Assemblée nationale, ni le Sénat, ni les collectivités territoriales ne peuvent déroger aux règles de l'UE et aux principes néolibéraux qui la fondent et orientent tous ses choix...

Les Français ont conscience que le monde ne tourne plus rond, que nous assistons à l'organisation d'un immense chantier de démolition du pays et de sacrifice des intérêts du plus grand nombre et que les institutions de la République ne permettent pas de répondre aux aspirations populaires, aux besoins sociaux et économiques, que les directions syndicales ont enfermé le mouvement syndical dans l'impuissance tout comme les partis politiques qui dénoncent sans créer de neuf. L'Université d'automne du Pardem est pour tous ceux et celles qui résistent aux sirènes de la fatalité, à la guerre et qui veulent que la France et ses citoyens retrouvent leur liberté et leur souveraineté. Venez débattre sans tabou et échanger pour décrypter les faits et construire une alternative de déblocage de la France !

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !

DECouvrez LE PROGRAMME



LA CAMPAGNE POUR UN REFERENDUM SUR L'APPARTENANCE A L'UE CONTINUE !

[Signez l'appel - Rejoignez les signataires](#)

[Adhérez](#)

[Faites un don](#)

Editeur : Parti de la démondialisation (PARDEM)

